

Niger: Le parti de Bazoum s'oppose à une intervention militaire

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 18 SEPTEMBRE 2023

1426

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



AES

Une alliance défensive du Mali, Burkina Faso et Niger



Fête nationale de la république populaire de Chine: La 74ème anniversaire célébrée avec joie et satisfaction



Retournement de situation : Prigojine, le chef du groupe Wagner serait-il vivant ?



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

17 Sept.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



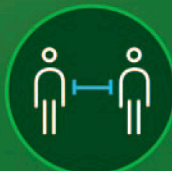
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

17

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.18



P.21



P.27



/ Une /



AES :
Une alliance défensive du Mali, Burkina Faso et Niger

P.4

/ Breves /



Des suggestions sur la politique et la stratégie de développement de notre pays : **P.18**
La présence de milliardaires est bénéfique pour un pays
Rentrée scolaire : Les acteurs en concertation **P.18**
Mali, Niger et Burkina Faso : Les visas étudiants pour la France sont suspendus **P.19**
BRVM : Capitalisation record **P.20**

/ Actualité /



DGE : 745 milliards F CFA recouverts à mi-parcours **P.21**
2e forum national de l'enseignement catholique du Mali : L'avenir de l'école privée catholique ce week-end **P.22**
Enquête nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle : Des données fiables attendues ! **P.23**
Lancement du projet (MIQRA) : Pour l'amélioration de la qualité de l'éducation **P.24**

/ Politique /



Mali : La gestion complexe de la crise du nord et du centre du mali par les autorités actuelles **P.27**
Fête nationale de la république populaire de Chine : La 74ème anniversaire célébrée avec joie et satisfaction **P.28**
Modibo Mao Makalou sur l'adhésion de l'Afrique au G20 : "L'intégration de l'UA au G20 permettra à l'Afrique de faire entendre sa voix" **P.30**
Tiegoum Boubeye Maïga, journaliste et acteur du mouvement démocratique : "il n'y a pas de régime mieux que démocratique..." **P.31**

/ Culture & Société /



Chômage des jeunes diplômés forestiers au Mali : Quelles solutions ? **P.38**
Tragédie : Un effondrement fait sept victimes à Banancoroni **P.39**

/ International /



Niger : Le parti de Bazoum s'oppose à une intervention militaire **P.41**
Retournement de situation : Prigojine, le chef du groupe Wagner serait-il vivant ? **P.42**

/ Sport /



CAF-SUPER COUPE : Aliou Dieng vise le trophée **P.44**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssef Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



AES | Une alliance défensive du Mali, Burkina Faso et Niger

Selon un proverbe bien connu de chez nous « 2 tasses d'eau chaude ne donnent pas une eau froide ». Les autorités militaires du Mali, du Burkina-Faso et du Niger, toutes issues de coup d'Etats militaires et gagne-petit sur le plan international veulent-elles démontrer le contraire ? En tout cas, les intenses concertations diplomatiques de la semaine dernière entre les capitales des trois pays, ont accouché d'un nouveau cadre politico-militaire baptisée « Alliance des Etats du Sahel » dont l'acronyme est AES. Sans pouvoir dire que cette alliance est née ex-abrupto, on peut s'interroger sur le secret savamment entretenu autour de sa rapide gestation qui, par définition même, est incompatible avec une implication des populations, ne serait-ce qu'au niveau des organes législatifs transitoires. Les juristes diront si les raccourcis pris sont respectueux des constitutions ou Charte de Transition en vigueur dans les différents pays en raison des clauses d'entrée en guerre automatique en cas d'agression contre un pays membre ou encore les possibilités d'intervention militaire dans chaque territoire.

Aujourd'hui, déclare le Think tank américain Centre d'études stratégiques de l'Afrique. «Une grande partie du nord du pays est tombée sous la domination de groupes islamistes militants», La zone des trois frontières, épice de activités terroristes, est désormais hors de contrôle. Pour reprendre le contrôle de la zone, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont formé cette alliance de défense afin de lutter efficacement contre les groupes terroristes.

Après les coups d'État de 2020 et 2021, la Transition malienne a évincé la force antijihadiste française en 2022 et la force de l'ONU (Minusma) en 2023. Et malgré ses démentis, elle est considérée par de nombreux pays comme ayant fait appel aux services de la société paramilitaire russe Wagner.

Le retrait des Casques bleus devrait être achevé d'ici le 31 décembre. La

Minusma était souvent critiquée pour sa contribution jugée insuffisante dans la lutte contre le djihadisme. Cependant, elle avait le mérite de se positionner entre les indépendantistes Touaregs et l'armée malienne.

Son départ progressif est considéré comme ayant contribué à l'escalade dans le nord. La Minusma remet ses camps aux autorités maliennes. Mais dans la lutte territoriale en cours, les séparatistes estiment que les installations de l'ONU, dans les zones qu'ils contrôlaient au moment de la signature de l'Accord pour la paix issu du processus d'Alger devraient revenir sous leur contrôle. Cette question deviendra encore plus brûlante d'ici fin 2023 avec le camp de Kidal, ville bastion des Touaregs.

De leur côté, le GSIM et les groupes affiliés à l'État islamique combattent l'armée. Ils évitent d'attaquer les agglomérations, mais se

disputent les ressources (points d'eau, mines d'or, taxation des populations) au prix de combats sanglants et de déplacements massifs de populations. Les groupes à dominante touarègue se battent contre les djihadistes et, semble-t-il, contre l'armée. Dans cette complexité, des alliances se tissent. La question d'une alliance de circonstance entre les indépendantistes et le GSIM est posée.

«Il peut y avoir des alliés circonstanciels, temporaires, qui s'affronteront demain. Notre véritable ennemi, ce sont les Fama», les forces armées maliennes, affirme un cadre d'un groupe armé sous couvert d'anonymat, tout en niant toute collaboration avec les djihadistes.

La junte au pouvoir à Bamako considère la reconquête du territoire comme sa priorité et privilégie l'option militaire. Malgré la supériorité aérienne, l'ouver-





ture d'un nouveau front risque de mettre à l'épreuve une armée déjà étirée, ainsi que les assurances de la junte quant à l'amélioration de la situation sécuritaire. Le Mali est sur le point de faire face à plus de 1 000 événements violents impliquant des groupes islamistes militants en 2023, dépassant ainsi les niveaux de violence record de l'année dernière et représentant une multiplication par presque trois depuis l'arrivée au pouvoir de la junte en 2020», a déclaré le Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

La «Charte du Liptako-Gourma crée l'»Alliance des États du Sahel» (AES), a écrit le chef de la junte malienne, Assimi Goita, sur X (anciennement Twitter). Son objectif est d'établir une architecture de défense collective et d'assistance mutuelle, a-t-il souligné.

Selon la charte (article 6), toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité du territoire d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties et entraînera un devoir d'assistance et de secours de toutes les parties, individuellement ou collectivement, y compris l'emploi de la force armée pour rétablir et assurer la sécurité au sein de l'espace couvert par l'Alliance.

Depuis le coup d'État du 26 juillet au Niger, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) maintient une position constante : les autorités militaires doivent «restaurer immédiatement l'ordre constitutionnel» en libérant le président déchu Mohamed Bazoum et en le réinstallant dans ses fonctions.

L'organisation ouest-africaine a plusieurs fois brandi la menace d'une intervention armée et a imposé de lourdes sanctions économiques au Niger. Cependant, le Burkina Faso et le Mali voisins estiment qu'une opération militaire contre ce pays serait une «agression illégale et insensée» et ont promis une «riposte immédiate».

«Cette alliance sera une combinaison des efforts militaires et économiques entre les trois pays», a déclaré le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, aux journalistes. «Notre priorité est la lutte contre le terrorisme dans les trois pays», a-t-il ajouté.

La région du Liptako-Gourma, qui est frontalière du Mali, du Burkina Faso et du Niger, a été ravagée par



le jihadisme ces dernières années. Le Mali et le Burkina Faso, dirigés par des militaires arrivés au pouvoir par des coups d'État en 2020 et 2022, ont rapidement affiché leur solidarité avec les généraux de

Niamey après leur prise de pouvoir.

Cette nouvelle alliance est-elle une G3-Sahel qui enterre définitivement le G5-Sahel en éjectant la Mauritanie et le Tchad ? En atten-

dant le même et prochain requiem pour la CEDEAO ? Décidemment les choses bougent en Afrique de l'Ouest.

■ **Binadjan Dombia**

En encadré la « Charte du Liptako-Gourma instituant l'Alliance des Etats du Sahel »

**CHARTRE DU LIPTAKO-GOURMA INSTITUANT
L'ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL**

ENTRE :

LE BURKINA FASO

LA REPUBLIQUE DU MALI

LA REPUBLIQUE DU NIGER

2

4

9

Le Gouvernement du Burkina Faso ;
Le Gouvernement de la République du Mali ;
Le Gouvernement de la République du Niger ;
Ci-après dénommés « les Parties contractantes » ;

Réaffirmant leur attachement à la légalité internationale et régionale, consacrée notamment par la Charte des Nations Unies, l'Acte constitutif de l'Union Africaine et le Traité révisé de la CEDEAO ;

Convaincus de la nécessité de poursuivre les luttes héroïques menées par les peuples et les pays africains pour l'indépendance politique, la dignité humaine et l'émancipation économique ;

Fidèles aux objectifs et idéaux de l'Autorité de Développement intégré des Etats du Liptako-Gourma ;

Guidés par l'esprit de fraternité, de solidarité et d'amitié ;

Engagés à renforcer les liens séculaires entre leurs Peuples ;

Déterminés à exercer pleinement et à veiller au respect de la souveraineté nationale et internationale ;

Résolus à défendre l'unité nationale et l'intégrité des Etats respectifs ;

Considérant les menaces multiformes à l'espace commun aux trois Etats ;

Conscients de la responsabilité de protéger les populations civiles en toutes circonstances ;

Rappelant le droit naturel des Etats à la légitime défense individuelle ou collective ;

Sont convenus de ce qui suit :

K

Article 1

Par la présente Charte, dénommée Charte du Liptako-Gourma, les Parties contractantes instituent entre elles l'Alliance des Etats du Sahel, en abrégé « AES ».

Article 2

L'objectif visé par la Charte est d'établir une architecture de défense collective et d'assistance mutuelle aux Parties contractantes.

Article 3

Les Parties contractantes mettront en place ultérieurement les organes nécessaires au fonctionnement et mécanismes subséquents de l'Alliance et définiront les modalités de son fonctionnement.

Article 4

Les Parties contractantes s'engagent à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et la criminalité en bande organisée dans l'espace commun de l'Alliance.

Article 5

Les Parties contractantes œuvreront en outre à la prévention, la gestion et au règlement de toute rébellion armée ou autre menace portant atteinte à l'intégrité du territoire et à la souveraineté de chacun des pays membres de l'Alliance, en privilégiant les voies pacifiques et diplomatiques et, en cas de nécessité, à user de la force pour faire face aux situations de rupture de la paix et de la stabilité.

Article 6

Toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité du territoire d'une ou plusieurs Parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres Parties et engagera un devoir d'assistance et de secours de toutes les Parties, de manière individuelle ou collective, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité au sein de l'espace couvert par l'Alliance.

X

J

Φ

Article 7

L'agression, telle qu'évoquée à l'article 6, comprend également toute attaque contre les Forces de défense et de sécurité de l'une ou plusieurs Parties contractantes, y compris lorsque celles-ci sont déployées à titre national sur un théâtre d'opération en dehors de l'espace de l'Alliance ; toute attaque et en tous lieux, contre les navires ou aéronefs de l'une ou plusieurs Parties.

Article 8

Les Parties s'engagent à :

- ne pas recourir entre elles, à la menace, à l'emploi de la force ou à l'agression, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'une Partie ;
- ne pas faire de blocus des ports, des routes, des côtes ou des infrastructures stratégiques d'une Partie par les forces armées ;
- ne pas à partir d'un territoire mis à la disposition par une Partie, perpétrer des attaques ou des agressions contre une autre partie ou des Etats tiers ;
- ne pas à partir du territoire d'une Partie permettre à des groupes armés, des forces armées irrégulières ou des mercenaires de perpétrer des attaques contre un pays du champ.

Article 9

Les décisions de l'Alliance sont prises à l'unanimité des Etats Parties.

Article 10

Le financement de l'Alliance est assuré par les contributions des Etats Parties.

Article 11

La présente Charte peut être ouverte à tout autre Etat partageant les mêmes réalités géographiques, politiques, socio-culturelles qui accepte les objectifs de l'Alliance.

La demande d'adhésion est acceptée à l'unanimité des Etats Parties.

Article 12

Toute proposition de modification de la présente Charte est soumise à l'acceptation unanime des Etats Parties.

La demande de modification doit être notifiée aux autres Etats Parties par la voie diplomatique, moyennant un préavis de trois (03) mois.

Article 13

Tout différend né de l'interprétation ou de l'application de la présente Charte est réglé par la voie diplomatique.

x

f

A

Article 14

La présente Charte peut être dénoncée par toute Partie contractante. La dénonciation doit être notifiée par son auteur à toutes les autres Parties signataires de la Charte, par lettre transmise par voie diplomatique avec accusé de réception et un préavis de six (06) mois.

Article 15

La présente Charte sera complétée par des textes additionnels, en vue de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 3.

Article 16

Les Parties acceptent les termes de la présente Charte qui entre en vigueur dès sa signature par toutes les Parties.

Article 17

La République du Mali, désigné depositaire de la présente Charte, transmet les copies certifiées aux autres Etats Parties.

Le depositaire reçoit et soumet à la décision unanime des Etats Parties toute nouvelle demande d'adhésion à l'Alliance, conformément aux dispositions prévues à l'article 11 de la présente Charte.

Fait ce jour *16 septembre 2023* à *Bamako*.

Pour le Burkina Faso,

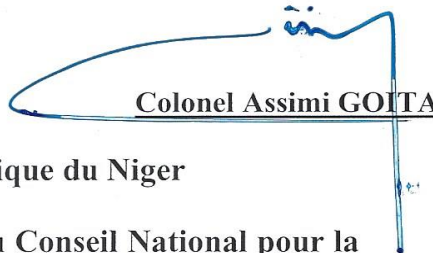
Pour la République du Mali

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat**

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat**



Capitaine Ibrahim TRAORE



Colonel Assimi GOITA

Pour la République du Niger

**Le Président du Conseil National pour la
Sauvegarde de la Patrie, Chef de l'Etat**



Général Abdourahamane TIANI

RADIO Batcham FM



FOOTBALL.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE STADE FC DE BANDJOUN JETE L'ÉPONGE !

Monsieur BRILLANT KAMDEM Aka Dr BK a annoncé sa démission de la direction générale du club de Pète-Bandjoun dans une correspondance adressée au Président du conseil d'administration.

Les raisons de cette décision n'ont pas été évoquées dans le courrier.

Brilland KAMDEM
Soung Bandjoun
672 18 18 21

A Monsieur le PCA de Stade FC de Bandjoun

Objet : démission au poste de Directeur Général de notre équipe

Monsieur le PCA,

J'ai le regret de vous informer de ma décision de démissionner du poste de Directeur Général que j'occupe au sein de notre club de football, Stade FC de Bandjoun depuis l'année dernière.

Je ne serai donc pas de la partie en cette nouvelle saison 2023/2024 qui approche.

Je vous remettrai les différents accès et le matériel en ma possession à cette même date. Je ferai en sorte que la passation se passe au mieux dans l'intérêt de notre beau village Bandjoun.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes salutations les meilleurs.

AMPLIATIONS :

- M. le Préfet
- M. le sous-préfet
- Mme le Maire
- S M, roi du village

Fait à Bandjoun le 14 Septembre 2023

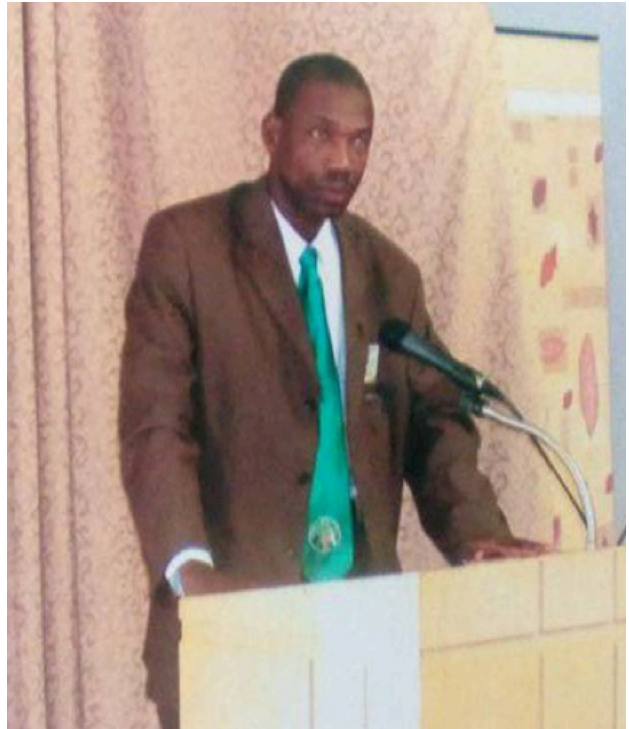
Brilland Kamdem
Directeur Général

Djibril Coulibaly



Conférence internationale des experts techniques en plantes médicinales sur le screening biologique orienté selon les informations ethnopharmacologiques.

La recherche de l'activité pharmacologique d'une molécule naturelle bioactive se fait sous forme de screening pharmacologique orienté.



Perzan Fondateur du Pat



On a raté aussi des occasions. Mais, l'espoir est permis. Tout se passe très bien.

CIO - MLI O Léré est libéré

Poursuivons les et suspendons les sur un piquet au désert

La violence par la violence

#Bèki_Takè

Fouraba Samake est à Labata, Koulikoro, Mali.



Nous avons procédé à la pose de la première pierre d'une école à Labata, commune de Niouma Makana il y a une année et par la grâce de dieu, l'infrastructure scolaire composée de trois salles de classes équipées, une direction, un secrétariat et deux blocs de six latrines sont disponibles pour

la rentrée prochaine.

Grâce à cette réalisation de la fondation Empower Mali dont son directeur exécutif, l'ambassadeur Yeah Samake a accordé une attention particulière à la demande de l'association des ressortissants du village des Labata à Bamako.

Il faut saluer ici, l'engagement de l'entrepreneur et son équipe qui ont fait un travail remarquable pour la réalisation de ce joyau architectural.

#DIRIGERCESTSERVIR



■ **Forces Armées Maliennes**



Urgent !

La localité de Léré vient d'être attaquée dimanche 17 septembre 2023, vers 15h30.

Les dispositions sont en cours.

Nous vous revenons !



■ **Malick Konate**



Ko restons soudés et solidaires derrière les autorités.

Je soutiens l'autorité qui parviendra à fournir des services de base tels que l'électricité, l'eau 24 heures sur 24, des centres de santé et des hôpitaux bien équipés, ainsi que des routes bien entretenues.

Après tout, ce ne sont pas des choses insurmontables. Il s'agit des besoins primaires essentielles à la vie quotidienne. Et aucune «puissance impérialiste» ne peut les empêcher d'en mettre à notre disposition.

Dans ces dernières années, il est extrêmement préoccupant de constater que l'équivalent de quatre fois le budget annuel de tout le pays a été perdu dans les couloirs d'EDM SA et que malgré cet effort colossal, il est impossible pour cette structure de nous garantir une journée complète sans coupure.

Comment expliquer ce phénomène ?

Au-delà du cas d'EDM, la situation est tragique à bien des égards. Au niveau de l'éducation, l'école publique est détruite. Les nantis envoient leurs enfants à l'étranger du pays pour aller dans des écoles françaises qualifiées pourtant d'impérialiste. Or les enfants des maliens lambda, tirent le diable par la queue et sont contraints à faire 3 voire 4 années dans une seule classe.

Il y a quelques années, une vieille dame venue d'un autre continent a utilisé son héritage pour permettre la réalisation d'une chirurgie cardiaque pédiatrique au Mali. Ce projet a coûté la somme astronomique de 3 mil-

liards de francs CFA. Geste très louable.

Mais quid de nous mêmes?

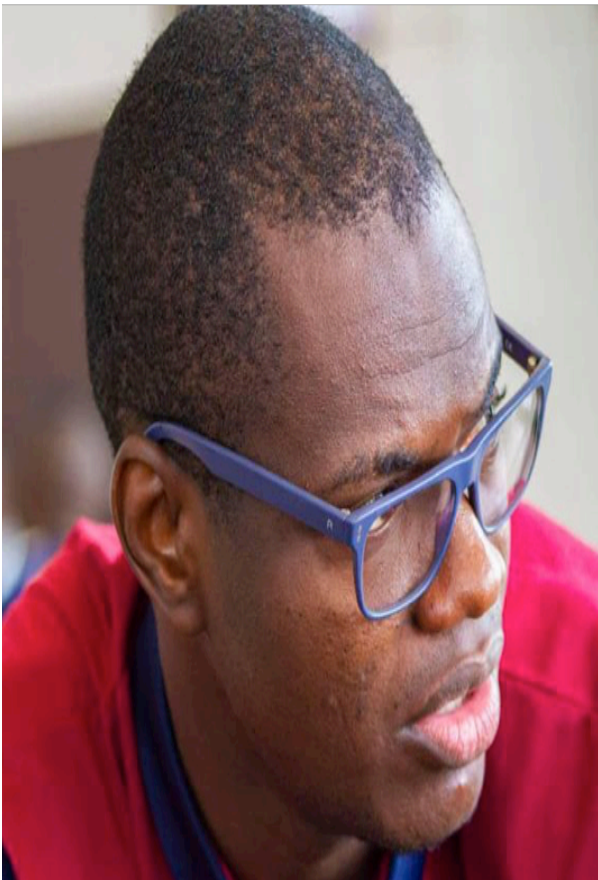
Beaucoup d'efforts restent à fournir et le partage équitable des maigres ressources est nécessaire pour nous faire sortir du gouffre.

C'est triste de savoir que, depuis notre indépendance, le pays n'a pas été en mesure de financer un tel service à l'image de notre bienfaitrice citée ci-dessus, à hauteur de 3 milliards !

Aw ni Allah tche!

Les dirigeants incompetents tentent de tromper les plus naïfs en se présentant sous le faux prétexte de soutenir le pays. Ils font appel à la fibre patriotique pour susciter la cupidité et l'appât du gain, tout en ignorant le minimum vital dont ont besoin les plus démunis. Personne ne sera trompée par leurs discours creux sur le patriotisme. Ils devraient donner l'exemple en réduisant leur train de vie et en arrêtant de voler nos sous.

#Bèki_Takè



■ Aziz Maïga ne ment pas



@AzizMaïgaNMP

Mali GAO #Gabero : #URGENT, des hommes armés non identifiés ont fait irruption dans le village de #BOYA, tuant sept (7) personnes et faisant plusieurs blessés. Selon un natif du village contacté à l'instant 00h26 mns, ils ont besoin d'une évacuation d'urgence des blessés.

@AzizMaïgaNMP

■ Histoires d'Afrique



@Silboyofficiell

Coup d'État présumé au Congo Brazzaville : selon certaines sources, il pourrait être le nouvel homme fort du pays. L'information reste à confirmer.



■ **Alhassane Hama Thiao**

@AlhassaneThiao

Mon président on peut tout dire et être d'accord qu'il y'a eu beaucoup d'échecs et de tergiversations dans la conduite de cette transition. Les urgences ont été mal identifiées, les hommes ont été mal choisis. La preuve vous avez changé d'équipe et vous continuez à abroger les décrets de nominations. Le Malien n'est pas sincère avec un chef, ils vous accompagneront jusqu'à votre chute et tendront les premiers la main à vos tombeurs. Je dis tout ça pour attirer votre attention sur la rumeur qui grandit. Il se dit que le MALI va quitter la CEDEAO moi, je suis contre et je me battraï pour que cela ne soit. Il n'existe aucun avenir pour les pays africains en dehors de l'union et des com-

munautés. Vous remarquerez pendant qu'ils (certains maliens) vous poussent vers cette tragédie, ils se bousculent pour aller retirer leurs cartes NINA CEDEAO. Les centres de retraits sont débordés, il faut même payer par endroit pour être en haut de la liste. Les serveurs de consultations aux fins de vérifier la disponibilité des cartes sont sur-sollicités. Un homme d'état pense Avenir, il pense future GÉNÉRATION. Un président qui gère le jour au jour n'est pas un chef d'état, c'est un fonctionnaire et un politicien. Vos apparitions publiques ne rassurent, plus, le visage serré, fatigué, dépassé. Votre silence sur les orientations nationales nous fait craindre l'absence de vision dans la conduite des affaires publiques. Nous on va continuer à prier pour le pays. Le reste appartiendra à l'histoire.





L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

Des suggestions sur la politique et la stratégie de développement de notre pays : La présence de milliardaires est bénéfique pour un pays



Personnellement, j'ai toujours soutenu l'adoption par le Mali d'une stratégie de développement qui favorise l'émergence de plusieurs milliardaires dans différents secteurs d'activités. Ces entrepreneurs talentueux pourront agir comme moteurs de croissance pour chaque secteur, permettant ainsi la formation de chaînes de valeur et de clusters. Des liens solides pourront ainsi être établis de la production à la consommation, par exemple dans les filières agro-alimentaires. Chaque maillon travaillera en coordination avec les autres, et chacun recevra sa juste part de la valeur ajoutée totale de la filière.

Il est entendu que l'État doit veiller à ce que le cadre réglementaire soit équitable, incitatif et favorise une répartition équitable des revenus nationaux entre les différents acteurs.

La politique économique devrait favoriser l'enracinement des entreprises nationales en augmentant le taux de contenu local et en permettant l'émergence d'une classe moyenne qui stimulera la demande et l'épargne suffisante pour soutenir les investissements productifs.

Pour résoudre les problèmes liés aux abus qui entraînent des imperfections sur le marché et faussent la concurrence, y compris les pratiques de transfert de prix par les multinationales, l'État doit renforcer les experts-comptables qui jouent le rôle de commissaires aux comptes, ainsi que les agents des impôts et des douanes pour réduire la fraude et les manipulations fiscales ou douanières. La qualité du travail des experts à ces deux niveaux est essentielle pour garantir la transparence et l'application effective des lois, ainsi que le respect des bonnes pratiques de gestion. La numérisation des services fiscaux, douaniers et commerciaux représente une grande opportunité pour l'État de réduire les malversations et la fraude.

Les subventions, les exonérations et l'attribution des marchés publics constituent actuellement la plus grande faiblesse de notre économie. Ces trois domaines sont la principale source d'imperfections sur le marché. C'est à ce niveau que la concurrence est souvent faussée et que la corruption se produit facilement.

Une gestion rigoureuse de ces trois domaines peut nous aider à gagner plusieurs points de croissance et à accélérer notre développement grâce à une industrialisation rapide.

Harouna Niang

Rentrée scolaire : Les acteurs en concertation

Dans le cadre du bon déroulement des activités en milieu scolaire dès la rentrée scolaire 2023-2024, le chef du département de l'éducation a rencontré le samedi 16 septembre 2023, au centre national des ressources de l'éducation non formelle, les directeurs d'académies d'enseignement (DAE). C'est une initiative du gouvernement en place pour permettre aux différents acteurs de l'éducation de prendre les dispositions nécessaires pour la bonne marche des choses juste à l'entame de la rentrée scolaire.

Les directeurs d'académies d'enseignement (DAE) en concertation avec le chef du département de l'éducation

En effet, à l'occasion, le ministre de l'éducation Amadou Sy Savané accompagné du Secrétaire Général Kinane Ag Gadede, ont présenté la méthodologie et les contenus des lettres adressées aux DAE et par la même occasion, pour assurer la police des débats. Cette rencontre entre les acteurs de l'éducation vise à échanger sur les dispositions prises pour assurer une bonne rentrée scolaire et recevoir les recommandations du Ministre de l'Éducation Nationale. Il est également question de recevoir les informations liées à la gestion de l'école.

Par ailleurs, il urge de notifier que cette journée d'échanges et de partage a aussi pour objet, de recevoir des appuis des structures centrales pour une meilleure gestion du système, entre autres sujets évoqués. Face à cette préoccupation, les Directeurs d'Académies d'Enseignement ont évoqué nombreuses préoccupations.

Cependant, ils ont pris l'engagement de bien accomplir leur mission malgré les conditions de travail parfois difficiles voire complexes. À ce stade, le ministre Sy Savané a rassuré chacun que des dispositions sont prises pour la bonne marche des choses.

Afrique-sur7



Mali, Niger et Burkina Faso Les visas étudiants pour la France sont suspendus

Cette décision est justifiée par la fermeture des services consulaires français dans ces trois pays du Sahel, conséquence d'une situation tendue avec leurs nouvelles autorités militaires.

Les visas pour les étudiants du Mali, du Niger et du Burkina Faso qui devaient poursuivre leurs études en France sont suspendus, en raison de la fermeture des services consulaires français dans ces pays. "Les services Campus France et visas ne peuvent plus fonctionner normalement. Les artistes, étudiants et chercheurs déjà en France poursuivent normalement leurs activités et leurs études, et sont les bienvenus", a annoncé, samedi 16 septembre, le ministère des Affaires étrangères.

Campus France, qui est l'agence française de promotion à l'étranger de l'enseignement supérieur français et de l'accueil des étudiants étrangers en France, précise que

les bourses accordées aux étudiants de ces trois pays déjà sur le territoire français "restent actives".

UNE DECISION DUE AU "CONTEXTE SECURITAIRE"

La France compte actuellement quelque 3 000 étudiants maliens, 2 500 burkinabés et 1 200 nigériens dans ses établissements d'enseignement supérieur. "Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères n'a jamais donné instruction de suspendre la coopération avec le Mali, le Niger et le Burkina Faso, ou leurs ressortissants. C'est la coopération de la France dans ces trois pays qui est suspendue, compte tenu du contexte sécuritaire et politique", a déclaré le ministère auprès de l'AFP.

Vendredi, le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur avait annoncé être "contraint de suspendre nos services de visas et notre coopération civile pour des raisons de sécurité". Pour autant, "il n'est pas question de stopper des coopérations existantes avec des universités ou d'autres établissements scientifiques".

francetvinfo



BRVM: Capitalisation record

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) a franchi la barre des 8000 milliards de F CFA de capitalisation de son marché actions, à la clôture de sa séance de cotation du mardi 12 septembre 2023 en s'établissant à 8002,22 milliards de F CFA, soit une progression de 5,85 % depuis le début de l'année 2023.

« Ce nouveau record consolide la phase haussière entamée par le marché depuis l'année 2021 et traduit la confiance des investisseurs en nos économies malgré la conjoncture internationale et régionale. Plusieurs sociétés cotées ont en effet progressé dans les différents secteurs d'activité en affichant des rendements intéressants », explique la BRVM dans un communiqué.

Avec ce nouveau cap, la capitalisation boursière globale de la BRVM s'établit à 18 184,20 milliards de F CFA, soit environ 30 milliards de dollars US, représentant environ

16 % du PIB de la zone Uémoa, ce qui consolide sa place de 6e Bourse africaine. Le cap des 7500 milliards de F CFA a été franchi pour la première fois le 21 octobre 2015.

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) est une bourse électronique intégrée commune à huit pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Outre les titres de participations (actions), la BRVM propose l'émission et la négociation des titres de créance (obligations).

La BRVM offre aux investisseurs un environnement boursier de classe mondiale avec des systèmes de cotation et de règlement des transactions à la fine pointe de la technologie. La BRVM est membre de l'African Securities Exchanges Association (ASEA) et du World Federation of Exchanges (WFE). Elle est classée dans la catégorie des marchés frontières.

Alexis Kalambry
Mali Tribune



DGE:

745 milliards F CFA recouverts à mi-parcours



Les Impôts, le deuxième pourvoyeur de fonds à la caisse de l'Etat après la douane, continuent de jouer inlassablement de tirant d'eau de notre économie. La direction générale des Grandes entreprises (DGE), un de ses services déconcentrés a une fois de plus crevé le plafond.

Au 31 août 2023, soit plus d'un trimestre avant la fin de l'année fiscale, le cumul des réalisations dépasse la bagatelle des 745 milliards F CFA à la DGE sous la coupole de son directeur général Hammadoun Djanka Fall. Le quota de la direction générale des Impôts étant fixé à 1,166 milliards F CFA par le ministère de l'Economie et des Finances, la tâche est immense. Même si ce montant est un peu plus inférieur que celui de l'exercice 2022, il va sans dire que les agents des impôts doivent redoubler d'effort et d'énergie.

La DGE vient d'enregistrer à mi-parcours, un taux global de 102 %. Ce qui confirme sa contribution prépondérante au cumul des réalisations excédentaires depuis le mois de janvier 2023. En impôts directs et indirects, l'apport des agents de Hammadoun Djanka Fall est de 620 milliards F CFA sur les 745 milliards F CFA recouverts à cette date avant l'échéance de décembre 2023. Ce qui constitue un dépassement de plus de 10 milliards F CFA, les prévisions de la période. En ce sens que le montant attendu était de 610 milliards F CFA.

Tous les espoirs de Mathias Konaté, directeur général des Impôts sont portés sur Hammadoun Djanka Fall et ses collègues. Son service, la DGE est l'épine dorsale des Impôts grâce à ses performances et son rôle central dans le système de recouvrement.

Le mois d'août s'est caractérisé par un résultat très positif avec une réalisation de 107 %. Il y a à ce niveau, un dépassement des attentes mensuelles de 5 milliards F CFA soit 75 milliards F CFA.

Sur les 421 milliards F CFA à mobiliser par la direction générale des Im-

pôts, la part de la DGE représente 360 milliards F CFA. Un pari qui sera forcément gagné par Hammadoun Djanka Fall au parcours élogieux. Celui-ci habitué à engrangé des recettes excédentaires depuis trois années d'affilée. Beaucoup ont encore en mémoire 2021, l'année de la Covid-19 marquée par une crise économique aiguë. Cette année-là, encore grâce à la DGE, avec un apport de 846 milliards sur une pré-

vision de 838 milliards les objectifs de recettes de 987 milliards F CA ont été dépassés avec des dizaines de milliards (un taux de réalisation de 101 %). Le cap a été maintenu en 2022, avec un taux de 103 % et une contribution de 842 milliards au fisc dont l'objectif global était de 996 milliards F CFA.

Malgré un environnement économique hostile à cause des phéno-

mènes exogènes de toutes sortes, la DGE entend maintenir le bon tempo. Il s'agit pour elle, de relever le défi avec la direction générale des Impôts d'approvisionner les finances publiques.

■ **A Dicko**
Mali Tribune

2e forum national de l'enseignement catholique du Mali : L'avenir de l'école privée catholique ce week-end

L'enseignement privé catholique, c'est 138 établissements et plus de 40 000 élèves et étudiants. Depuis quelques années, l'enseignement privé catholique, longtemps modèle, traverse une zone de turbulences du fait de l'incapacité de l'Etat à respecter ses engagements. Les autorités ont décidé d'organiser du 17 au 21 septembre, le 2e Forum sur l'avenir du fleuron de l'éducation au Mali.

“L'enseignement catholique dans le Mali d'aujourd'hui : quelles perspectives pour sauvegarder son identité et demeurer au service de la population ?” est le thème de cette rencontre qui va durer 5 jours.

L'enseignement privé catholique compte au Mali 138 établissements scolaires. Parmi ces établissements, il y a 3 qui sont de l'enseignement supérieur et universitaire, 5 de l'enseignement technique et professionnel, 23 préscolaires et 102 de l'enseignement fondamental. L'enseignement privé catholique au Mali emploie 1645 enseignants.

Les premiers missionnaires, arrivés au Mali en 1888, ont fait de l'école un outil d'évangélisation et de développement. Ils ont ainsi ouvert les premières écoles dès 1889. Après l'indépendance, le 22 septembre 1960, l'Etat malien a reconnu à l'Eglise sa contribution dans le domaine de l'éducation. Aussi, l'Etat et l'Eglise ont-ils signé une convention par laquelle l'Etat s'engage à soutenir l'Eglise dans le paiement des

salaires de ses enseignants à travers le versement de subventions à l'enseignement catholique. Cette convention, à ce jour, est toujours en vigueur.

A partir de 2010, il est apparu nécessaire de jeter un regard rétrospectif sur le parcours de l'école catholique au Mali et de projeter l'avenir afin de maintenir et de renforcer sa contribution et la qualité de son enseignement. A cet effet, un premier Forum national de l'enseignement catholique a été organisé en septembre 2013 au Grand Séminaire Saint Augustin de Samaya (Bamako).

Ce forum avait vu la participation de nombreux acteurs et partenaires de l'école catholique au Mali. Une des recommandations fortes de cette rencontre était d'organiser un Forum national tous les dix ans. Le projet du 2e Forum, prévu en ce mois de septembre à Bamako, s'inscrit dans ce cadre.

L'objectif de ce forum est faire (ré) découvrir à tous les partenaires l'identité de l'enseignement catho-

lique du Mali, tout en tenant compte des exigences de la politique nationale en matière d'éducation ; harmoniser les rapports entre les différents acteurs de l'école au niveau national, diocésain, paroissial et local, et cela dans la perspective du renforcement des capacités internes et externes des acteurs du système.

Il s'agira également de renforcer les capacités institutionnelles de l'école catholique en vue de contribuer plus activement et efficacement à l'amélioration du taux de scolarisation et à la lutte contre l'analphabétisme et le chômage.

Les conclusions du forum devraient permettre aux évêques de redéfinir l'orientation de l'école catholique à tous les partenaires ; renforcer la structure organisationnelle de l'enseignement catholique face aux réalités administratives et politiques du pays et engager des stratégies d'auto-prise en charge des écoles aux plans humain, matériel et financier.

■ **Alexis Kalambry**
Mali Tribune



Enquête nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle : Des données fiables attendues !

La cérémonie de lancement officiel des Enquêtes Nationales de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) a été présidée par le Ministre, Commissaire à la Sécurité Alimentaire, Redouwane Ag Mohamed, dans l'Amphithéâtre de la maison des aînés. Elle s'est déroulée en présence du représentant du Programme Alimentaire Mondial (PAM), Ibrahima Diallo, du représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Mohamed Sylla, du coordinateur national du Système d'Alerte Précoce (SAP), Moussa Goïta, ainsi que des experts de la FAO, du SAP, du cluster et du PAM, et du

Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

Il est important de rappeler que l'ENSAN est un élément fondamental dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Son objectif est de collecter des données fiables sur le terrain afin de mettre en œuvre un cadre harmonisé. Cette enquête permettra au Commissariat à la Sécurité Alimentaire et à ses partenaires d'obtenir des données fiables et pertinentes sur la situation alimentaire dans tout le pays. Cette année, plus de 500 enquêteurs sont mobilisés sur l'ensemble du territoire national.

Dans son discours, le représentant du PAM, Ibrahima Diallo, a salué le commissariat à la sécurité alimentaire pour cette belle initiative qui permettra au gouvernement de disposer d'informations fiables et équilibrées. Il a souligné l'importance de ces enquêtes pour les partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en général, et pour le PAM et ses partenaires en particulier. «C'est à partir des résultats de ces enquêtes que nous planifions nos interventions à travers le Mali», a-t-il déclaré.

Pour le ministre, Commissaire à la Sécurité Alimentaire, Redouwane Ag



Mohamed Ali, ces enquêtes nationales de sécurité alimentaire font partie des outils fondamentaux du dispositif national de sécurité alimentaire, car elles permettent de prendre des décisions éclairées sur le type et l'ampleur de nos interventions. Grâce à ces données, le dispositif est mieux informé sur les personnes en situation d'insécurité alimentaire : qui sont-elles, combien sont-elles, où sont-elles et pourquoi se trouvent-elles dans cette situation. Ces évaluations formulent également des recommandations sur les actions à entreprendre pour

venir en aide à ces populations. « Je tiens à souligner l'importance de la qualité des données, surtout pendant cette période particulière pour le pays. Je soutiens que la qualité de ces données déterminera la qualité des interventions de l'État et de ses partenaires pour atténuer les difficultés alimentaires de nos compatriotes. Soyez assidus, attentifs, respectez les protocoles de sélection des ménages, les techniques d'approche. Maîtrisez les outils, posez les bonnes questions de manière adéquate, ne présumez pas des réponses. Soyez francs et signalez

rapidement au comité de pilotage de l'enquête toutes les zones inaccessibles où la collecte n'a pas pu être effectuée. Le pays compte sur votre esprit de patriotisme pour mener à bien cette mission», a-t-il précisé.

Avant de lancer officiellement les travaux, le Ministre, Commissaire a remercié les partenaires du dispositif national de sécurité alimentaire dont les appuis financiers ont facilité cette opération.

■ Ibrahim Sanogo

Lancement du projet (MIQRA) Pour l'amélioration de la qualité de l'éducation

Le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, a présidé le jeudi 14 septembre 2023 la cérémonie de lancement du projet visant à améliorer la qualité et les résultats

de l'éducation pour tous au Mali (Mali Improving Education Quality and Results for All MiQRA), qui s'est déroulée au Centre International des Conférences de Bamako.

Outre plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre de l'Éducation Nationale, on notait la présence du représentant de l'Unesco, Edmond Moukala, du représentant

du Groupe Local des Partenaires de l'Éducation (GLPE), du représentant de la Directrice des opérations de la Banque Mondiale, des 26 directeurs des académies d'enseignement du Mali, de certains directeurs de centre d'animation pédagogique et d'autres acteurs de l'éducation.

Objectif : améliorer les résultats d'apprentissage dans les premières classes du Fondamental I et dans les zones ciblées, promouvoir l'accès des filles au Fondamental et à l'enseignement secondaire général dans les zones mal desservies, et améliorer la gouvernance du système éducatif. Dans la continuité du Programme Décennal de l'éducation PRODEC 2, le projet MIQRA est financé à hauteur d'un montant cumulé de 140,7 millions USD et devrait bénéficier directement à plus de 4 millions de personnes (élèves, enseignants des établissements du Préscolaire, du fondamental et des lycées à travers ses cinq composantes). Sa mise en œuvre s'inscrit sur la période 2021 - 2027 et prévoit la construction de lycées, l'équipe-

ment de cantines scolaires, ainsi que l'assurance de la continuité de la scolarité dans les zones où sévit l'insécurité.

Le ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané, a salué les efforts considérables consentis par ce projet pour améliorer la qualité de l'éducation. Il a souligné que le MIQRA s'inscrit parfaitement dans la continuité du PRODEC II, couvrant la période de 2021 à 2027. «Depuis sa mise en œuvre, le projet MIQRA a réalisé d'importantes avancées : mise en œuvre d'activités environnementales et sociales, ouverture de cantines et de points d'eau, organisation d'activités de formation continue et initiale des enseignants, etc. Le projet MIQRA accorde une attention particulière à la scolarité des enfants dans les zones à risque sécuritaire et à l'assurance de la continuité de la scolarité des jeunes filles», a-t-il indiqué.

Dans son intervention, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, s'est réjoui des résultats remar-

quables obtenus jusqu'à présent et a invité les partenaires et tous les acteurs de l'éducation à s'impliquer davantage pour une éducation inclusive et de qualité. Il a félicité le ministre de l'Éducation Nationale et les acteurs du secteur pour le travail accompli dans la mise en place du projet, qui intervient d'ailleurs à un moment opportun.» En 2021, il y avait 1700 écoles non fonctionnelles, 500 000 enfants et 10 000 enseignants hors des salles de classe. Aujourd'hui, nous construisons une école plus solide. C'est dans cet élan que le Chef du gouvernement a rappelé les opérateurs de construction et de réhabilitation de plus de 2000 salles de classe, réalisées par le Président de la Transition à travers le pays. Je souligne particulièrement la situation sécuritaire avant de solliciter le soutien des acteurs et partenaires de l'éducation nationale», a-t-il déclaré, avant de lancer officiellement les travaux de cet atelier de deux jours.

■ Ibrahim Sanogo





**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Mali:

La gestion complexe de la crise du nord et du centre du mali par les autorités actuelles



Il est facile de préciser que la récupération des territoires de la MINUSMA est une question de vie ou de mort pour l'État malien. C'est également une question de respect du droit international.

Céder ces bases aux groupes armés séparatistes qui revendiquent une partie du territoire du Mali est tout simplement inacceptable et constitue une violation flagrante de toutes les résolutions des Nations Unies qui ont toutes reconnu la souveraineté du Mali sur l'ensemble de son territoire.

De plus, priver l'État de ces bases affaiblit simplement la lutte contre

le terrorisme international que le Mali mène seul, avec tous les sacrifices et une grande détermination. Cette lutte est considérée par le peuple et l'État du Mali comme une contribution à la paix et à la sécurité internationales, pour le plus grand bonheur de l'humanité tout entière.

Arrêter le terrorisme au Mali, c'est empêcher sa propagation dans d'autres pays. C'est donc un combat noble qui doit être soutenu par toutes les bonnes volontés, y compris les pays du Sahel et de la CEDEAO.

La CMA, faute de s'allier au Mali

pour combattre le terrorisme, doit au moins s'abstenir de rejoindre les terroristes, au risque d'être considérée comme un groupe non fréquentable avec lequel il ne faut plus négocier, au même titre que les groupes terroristes.

Les dirigeants de la CMA doivent sérieusement réfléchir à leur positionnement dans cette guerre. Ils doivent choisir entre être des terroristes non fréquentables ou être des Maliens qui respectent la République mais qui se battent politiquement pour un projet de société, comme toutes les autres formations politiques.

En général, l'utilisation de la force pour imposer quelque chose peut souvent être contre-productive. La théorie de la dissuasion ou de la dissuasion est toujours meilleure dans ce cas. Elle peut permettre d'amener les parties à un consensus qui préserve l'honneur de toutes les parties et réduit les haines, les rancœurs et les tensions. La paix obtenue grâce à cette approche du dialogue est plus durable et mettra fin à l'esprit de vengeance qui est à l'origine de l'irréductibilité des Touaregs et des rébellions qui se répètent à chaque fois. Nous devons tirer les leçons du passé et éviter des réponses disproportionnées. Il faut donc toujours privilégier le dialogue, ce qui suppose de rétablir la confiance entre les parties en envoyant des signaux cohérents de paix de part et d'autre. Évitions tout ce qui peut être perçu par l'autre

partie comme une provocation. L'objectif est d'obtenir la sincérité de toutes les parties.

Le dialogue à la base, au niveau des communautés, peut souvent être très utile. Les communautés peuvent exercer une pression sur les élites ou même refuser de les suivre. Dans cette stratégie, l'information, la communication et la sensibilisation doivent occuper une place plus importante. Beaucoup de malentendus découlent de l'ignorance, de la peur de l'autre et des stéréotypes créés sur les communautés en raison d'une mauvaise communication. Il est essentiel de prendre le temps de corriger tout cela.

Le commerce et l'investissement, s'ils se développent entre le Nord et le Sud, peuvent également contribuer à accélérer les coalitions ba-

sées sur le développement des affaires. Lorsque chaque individu au Nord gagne sa vie en vendant, en achetant ou en faisant des affaires avec le Sud, une dépendance économique naturelle se crée entre les communautés. Vouloir les séparer par de simples positions politiques devient impossible.

Voici quelques idées qui peuvent aider le Mali à résoudre la crise dite du Nord sans recourir aux armes. Il est important que ceux qui soutiennent la CMA dans sa folie guerrière se rétractent rapidement, car ils ne feront qu'aggraver la situation et transformer le Nord en un nouveau champ de guerre, dont les seules victimes seront les populations innocentes.

Harber Touré

Fête nationale de la république populaire de Chine : La 74ème anniversaire célébrée avec joie et satisfaction

Dans le cadre de la célébration du 74ème anniversaire de la fête nationale de la République populaire de Chine, l'ambassade de Chine au Mali a organisé une réception au Centre International de Conférences de Bamako (CICB), le jeudi 14 septembre 2023. Cette rencontre a été accompagnée d'une exposition des œuvres issues de la coopération bilatérale entre le Mali et la Chine.

Cette grande réception, organisée à l'occasion du 74ème anniversaire de la fête nationale de la République populaire de Chine et du 45ème anniversaire de la réforme et de l'ouverture de la Chine, s'est déroulée dans l'union et la cohésion.

Des pays amis du Mali, le ministre

de la Défense et des Anciens combattants, le Colonel Sadio Camara, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, ainsi que d'autres membres du gouvernement ont fait le déplacement pour célébrer cette grande fête.

Exprimant sa gratitude, S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali, a rappelé que l'amitié entre le Mali et la Chine remonte à longtemps. Il a souligné que depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, ils ont réalisé un développement sain et durable dans de nombreux domaines, quelles que soient les fluctuations de la situation internationale. Selon lui, cela a été rendu possible grâce à la confiance politique mutuelle qui

ne cesse de se renforcer. Les deux pays se soutiennent mutuellement sur des sujets d'intérêt fondamental, en particulier sur les questions de souveraineté, d'intégrité territoriale et de voie de développement indépendante.

Bilan des 74 ans

Pour ces 74 ans, S.E.M. CHEN Zhihong s'est réjoui des nombreux exploits réalisés par la Chine pour réaliser le rêve millénaire du grand renouveau de la nation chinoise, et qui se poursuivent encore aujourd'hui. Il a souligné que la Chine a réussi à construire une société de moyenne aisance à tous égards et a historiquement éradiqué la pauvreté absolue, tout en maintenant un développement stable avec un



taux de croissance du PIB de 5,5% au cours de la première moitié de l'année 2023. De plus, il a noté que la stabilité et le développement de la Chine contribuent énormément à la reprise de l'économie mondiale après la crise de la Covid-19.

Perspectives de la coopération sino-africaine

Dans le futur, l'Ambassadeur CHEN Zhihong a indiqué que la Chine insistera sur la promotion d'une ouverture de haut niveau vers le monde extérieur et sur la modernisation chinoise dans tous les domaines, avec un développement de haute qualité, afin d'offrir de nouvelles opportunités de développement aux autres pays du monde. Parlant du dernier sommet des BRICS, il a également été annoncé que le président chinois, Xi Jinping, a avancé des propositions pour

renforcer la coopération sino-africaine. Cela se fait à travers l'Initiative pour le soutien à l'industrialisation de l'Afrique, le Programme d'assistance à la modernisation de l'agriculture de l'Afrique et le Plan de coopération sino-africaine pour le développement des talents.

À cette occasion festive, Abdoulaye Diop a salué la Chine pour la confiance notamment dans les relations diplomatiques et politiques qui lient les deux pays depuis plus de 60 ans. Il a également exprimé toute sa satisfaction quant à la coopération sino-malienne, qu'il qualifie de sincère et respectueuse. Dans cette dynamique, le ministre a réitéré la gratitude du gouvernement du Mali envers la Chine pour son soutien au maintien de la paix et de la sécurité. Il a également fait savoir que le Mali poursuivra et renforcera tous les partenariats fondés sur

la confiance et le respect mutuel, dans l'intérêt du peuple malien.

La réception s'est terminée avec l'exposition des œuvres issues des coopérations bilatérales entre les deux pays, telles que le troisième Pont de Bamako, l'Hôpital du Mali, la Centrale hydroélectrique de Gouina, le projet de la Cité universitaire de Kabala, le projet pilote de l'électrification des villages par l'énergie solaire et le CICB où la rencontre s'est tenue. Une fois de plus, S.E.M. CHEN Zhihong a souligné l'engagement de la Chine à accompagner le Mali sur la voie du développement.

Siguéta Salimata DEMBÉLÉ

Modibo Mao Makalou sur l'adhésion de l'Afrique au G20 : "L'intégration de l'UA au G20 permettra à l'Afrique de faire entendre sa voix"

Une semaine après le sommet du G20 en Inde, Modibo Mao Makalou, économiste et ancien sherpa de la Commission de l'Union africaine et du Nepad nous explique la création et le fonctionnement du G20 et l'intégration de l'Afrique au sein de ce club.



Mali Tribune : Qu'est-ce que le G20 et quelle est sa composition ?

Modibo Mao Makalou : Le Groupe des vingt (G20) est un forum intergouvernemental composé de dix-neuf des pays aux économies les plus développées et de l'Union européenne, et de l'Union africaine dont les chefs d'Etat, chefs de gouvernement, ministres des Finances et chefs des banques centrales se réunissent annuellement. Le G20 a été créé en marge de la réunion des ministres des Finances du G7 (groupe des 7 pays les plus industrialisés) du 25 septembre 1999 de Washington.

C'est le 15 novembre 2008, que les chefs d'État et de gouvernement du G20 se sont réunis à Washington pour la première fois.

En 2010, le G20 comptait 20 membres : dix-neuf pays plus l'Union européenne. L'Union européenne est représentée par le président du Conseil européen et celui de la Commission européenne, ce qui explique que le G20 rassemblait 21 personnes. Il comprenait les pays du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Royaume-Uni, Italie, Japon et Russie), plus l'Union européenne, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du

Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Turquie.

Depuis le sommet du G20 du 8 et 9 septembre 2023, l'Afrique a intégré le G20 et est représentée par l'Union africaine. Le G20 accueille également les institutions de Bretton Woods : le directeur général du FMI, le président de la Banque mondiale, celui du Comité monétaire et financier international et celui du Comité de développement du FMI et de la Banque mondiale.

Mali Tribune : Quel est l'objectif du G20 et comment fonctionne-t-il ?

M M. M. : Le but du G20 lors de sa création est alors de favoriser la stabilité financière internationale et de créer des possibilités de dialogues entre pays industrialisés et pays émergents, ce que les réunions des ministres des Finances du G7 ne permettaient pas. Il est créé en 1999, après une succession de crises financières en Asie dans les années 1990. Il vise à favoriser la concertation internationale, en intégrant le principe d'un dialogue élargi tenant compte du poids économique croissant pris par un certain nombre de pays.

La présidence du G20 est assurée à tour de rôle chaque année par ses États membres et ne possède pas de secrétariat permanent. L'Inde a accueilli le sommet du G20 en 2023, puis ce sera le tour du Brésil en 2024 puis de l'Afrique du Sud en 2025. Les pays hôtes sont responsables de l'organisation des sommets pendant leur présidence. Les pays hôtes organisent également une série de

réunions préparatoires qui font progresser les initiatives du G20 tout au long de l'année. De même que pour la participation des principales organisations internationales qui sont invitées aux réunions du G20. L'élaboration des politiques est aussi soutenue par la participation de pays invités (à la discrétion du pays hôte) et de la société civile.

Mali Tribune : Quels sont les avantages pour l'Afrique en intégrant le G20 ?

MM.M. : En 2021, le G20 représentait 75 % du commerce mondial, près des 2/3 de la population mondiale et plus de 80 % du produit intérieur brut mondial (somme des PIB de tous les pays du monde). Le G20 se décline sous trois formes : les G20 regroupant des chefs d'État et de gouvernement, les G20 finance regroupant les ministres des finances et les gouverneurs des Banques centrales et depuis avril 2010, les G20 sociaux réunissent les ministres de l'emploi. La participation de l'Afrique aux ré-

unions du G20 permettra à l'Afrique de faire entendre sa voix sur la scène internationale.

Propos recueillis par
Ousmane Mahamane
Mali Tribune

Tiegoum Boubeye Maïga, journaliste et acteur du mouvement démocratique : “il n’y a pas de régime mieux que démocratique...”

En marge de la Journée mondiale de la démocratie, Tiégoum Boubèye Maïga, journaliste et acteur du mouvement démocratique au Mali, livre sa vision de la démocratie avec ses hauts et ses bas. Entretien.

Mali Tribune : En dehors de la définition d'Abraham Lincoln sur la démocratie, selon vous, qu'est-ce que la démocratie ?

Tiégoum Boubèye Maïga : Je pense qu'on ne peut pas sortir de la définition initiale en ce sens que quand on prend cette définition, on se rend compte que la démocratie est un régime qui est là pour le bien-être des populations. C'est le peuple qui donne le pouvoir pour atteindre un certain nombre d'aspirations. Ce sont notamment des aspirations au bonheur, à la santé, au bien-être et à la prospérité. Mais dès qu'on ne peut pas accomplir ces objectifs, le peuple a le droit de vous changer.

Le peuple change ses dirigeants autant de fois que cela est possible toujours dans la perspective d'atteindre son bien-être. Et dans ce sens, je pense que les élus et les gouvernants doivent travailler à

être plus légitimes aux yeux des populations.

Mais, malheureusement, on a tendance à voir dès que les candidats sont élus, ils sont complètement coupés de ceux qui les ont mis là. Ils travaillent pour eux-mêmes, pour leur famille et ils favorisent la corruption, le népotisme... ce qui délégitime un peu cette notion de démocratie qui les a portés là. Cette attitude nous amène dans des dérives comme les coups d'État.

Les populations souvent applaudissent les coups d'État, mais la vérité à mon avis, c'est la crise la plus extrême de la démocratie. Les gens pensent que ce sont des solutions, mais les coups d'État ne sont pas des solutions. La preuve, nous sommes au Mali et cela fait trois ans, qu'on est dans un coup d'État et que nous ne sommes allés nulle part.

Au Burkina Faso, c'est la même

chose, ils ne sont allés nulle part et le Niger vient d'en faire et ils n'iront nulle part. Tant que ce ne sont pas les populations qui désignent leurs représentants, tous ceux qui viennent par la force des armes ne sont là que pour eux-mêmes.

C'est cela la définition d'Abraham Lincoln, être vraiment là pour le bien-être des populations.

Mali Tribune : En 2007, l'Assemblée générale des Nations unies a mis en place la Journée mondiale de la démocratie l'occasion pour chaque État de réévaluer l'état de la démocratie dans son pays. Quels sont les critères pour jauger la santé démocratique d'un État ?

TB.M. : D'abord il y a ce qu'on appelle les critères de bonne gouvernance. La bonne gouvernance, ce n'est pas seulement la redistribution des



biens entre ceux qui sont proches de toi. Parce que, généralement, on remarque que les partis majoritaires ne redistribuent qu'à leurs militants ou aux membres de la famille du président ou à ses proches. La redistribution doit être accessible et tout le monde doit bénéficier des richesses du pays. Pour moi, c'est un critère important parce que, la corruption découle de là et cela gangrène un peu le système démocratique.

Deuxième critère, il faut que le peuple ait le pouvoir de désigner ses représentants de manière régulière tous les cinq ans pour certains et sept ans pour les autres.

Troisièmement, je pense que l'un

des critères le plus important de la démocratie, c'est l'information. Un peuple qui n'est pas bien informé ne peut pas faire les bons choix. Il faut que le peuple sache sur le plan de la santé les programmes qui ont été mis en œuvre et quels sont les impacts sur leur quotidien. Sur le plan financier, quels sont les impacts et les dysfonctionnements. Donc, c'est un peuple bien informé qui peut bien choisir ses représentants.

Quatrième critère, il faut qu'il y ait la liberté d'expression. Même si les gens sont libres et qu'ils ne peuvent pas s'exprimer librement, on n'est pas dans une démocratie. Malheureusement, cela se remarque que ce soit au Mali, au Burkina Faso, en Guinée Conakry ou au Niger. Parce que

ce sont des régimes qui sont venus par les armes ces derniers temps, tout ce qui est contraire à leur vision qui va à l'encontre de ce qu'ils disent pour eux, ça constitue une menace. Et les vecteurs de cette menace, il faut les mettre à l'écart.

Aujourd'hui, les gens ont peur de s'exprimer quand nous voyons la manière dont on traite les gens qui parlent, tu te dis mieux vaut te taire. Tous ces critères sont indispensables pour qu'il y ait la démocratie.

Mali Tribune : Quelle analyse faites-vous des 32 ans de la démocratie malienne ?

T.B.M. : J'entends beaucoup de gens

qui limitent l'existence du Mali à 1991. Or, avant 1991, le Mali vivait, le Mali a vécu, le Mali a connu ses heurts et il a connu ses coups d'État. Mais il y a une certaine propagande qui a mis dans la tête des Maliens que toutes les misères du pays sont liées à l'avènement de la démocratie. Mais les Maliens ne sont pas dupes. Je pense que tous les acquis qu'on a de 1991 à maintenant que ce soit, les acquis économiques, culturels... c'est la démocratie.

Oui 30 ans, il faut faire le point de la démocratie. 30 ans, il faut qu'on trouve le temps de nous asseoir pour faire le point de la pratique démocratique. Il y a des dysfonctionnements de la démocratie qu'il faut corriger. On n'a pas besoin de 250 partis politiques. Quand on le faisait en 1991 dans l'euphorie de la chute de Moussa Traoré, c'était une revendication, on disait le multipartisme intégral, c'est ce qui nous a amenés à 300 partis. Il faut s'asseoir et dire que les 300 partis, ça ne peut pas marcher. Quels que soient les problèmes, il n'y a pas de régime mieux que la démocratie pour le moment. C'est la démocratie qui permet aux différents pouvoirs de se contrôler entre eux-mêmes. L'Assemblée nationale contrôle le gouvernement et la justice, contrôle tout le monde.

Mais une fois que ce sont des pouvoirs issus des coups d'État comme

on le vit, le pouvoir exécutif a tendance à mettre tout le monde dans sa poche et du législatif et du judiciaire.

Ceux qui sont sur des tons nostalgiques parlent du régime CMLN et de l'UDPM, ils n'ont pas vécu ça. Ils n'ont qu'à demander aux travailleurs qui pouvaient faire 120 jours sans salaire. Ils n'ont pas vécu au temps où les élèves portaient à l'école chacun son table banc sur la tête. Ils n'ont pas vécu le temps où tu peux aller à l'hôpital toute la journée, tu n'as pas un infirmier qui peut s'occuper de toi.

Mali Tribune : A l'échelle mondiale, la démocratie est en net recul. En 2021, seulement 45,7 % de la population mondiale vit dans une démocratie, selon les calculs de The Economist. Comment vous expliquez ce recul ?

T B. M. : C'est l'insatisfaction et, comme malheureusement, à côté, vous avez des propagandistes, ils utilisent ces insatisfactions pour bernier les populations. Votez pour nous, vous allez voir. La démocratie vous a floués, ce sont des menteurs.

Tant que nous avons ces gens-là qui profitent des faiblesses de la démocratie, souvent les populations ont tendance à douter. C'est une

solution de facilité. La démocratie n'est pas facile, c'est tous les jours qu'il faut la pratiquer. Or ces gens viennent avec des solutions clés à main, mais au bout d'un ou de deux mois, la machine est complètement grippée.

Je pense que la démocratie gagnerait à mettre en avant ses vertus.

La corruption, ce n'est pas seulement au Mali ou en Afrique, c'est partout. Et partout, on explique aux gens que c'est la démocratie qui fait ça. Dans ce contexte, c'est normal qu'on constate de temps en temps des reculs que ce soit en Amérique du Sud, en Europe ou en Afrique. Ça recule parce que, c'est bon et c'est parce que c'est dur à appliquer. Être un démocrate, ce n'est pas une sinécure.

La Rédaction
Mali Tribune

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikle.com



PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale

Pour une société démocratique et solidaire

COMMUNIQUÉ DU PARENA SUR LA SITUATION SECURITAIRE

A la suite de la dégradation de la situation sécuritaire notamment des attaques terroristes qui ont endeuillé le Mali ces derniers jours, le Parti pour la renaissance nationale (PARENA) a adressé au Président de la Transition un Mémoire daté du 11 septembre 2023.

Sous le titre, “ le Mali peut tanguer, mais il ne doit pas couler”, le Parti du Bélier Blanc condamne la recrudescence de la violence et présente ses condoléances au Gouvernement, à nos forces de défense et de sécurité et à toutes les familles maliennes éplorées.

Ensuite, le PARENA lance un vibrant appel aux acteurs politiques, culturels, à ceux de la société civile, du secteur privé, aux chefs religieux et coutumiers, aux syndicats, aux associations de femmes et de jeunes afin qu’ils mettent entre parenthèses les débats subalternes pour réaliser le rassemblement national contre le terrorisme.

Il exhorte aussi les autorités de transition à favoriser l’ union nationale pour restaurer la stabilité et organiser le retour à la normalité constitutionnelle.

Puis, il invite les mouvements de la coordination de l’Azawad et le CSP-PSD à la retenue en restant ouverts et disponibles pour un dialogue constructif en vue de la résolution durable de la crise du Nord.

Enfin, le PARENA encourage vivement la Médiation internationale à reprendre urgemment ses initiatives pour renouer le dialogue entre les parties maliennes afin de sauver l’Accord pour la paix et la réconciliation nationale.

**Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana,
Tel /Mobile : (+223) 66 98 38 02 /76 19 65 54 E-mail :parenamali@gmail.com - Bamako – Mali**



PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale

Pour une société démocratique et solidaire

Ci-dessous les grandes lignes du Mémorandum envoyé au Président de la Transition :

“Le PARENA est révolté par

le carnage provoqué sur le fleuve Niger qui a entraîné un nombre élevé de victimes.

Cette attaque rappelle les pogroms perpétrés contre notre peuple en 2021 et 2022 dans la région de Ménaka où des centaines de civils innocents ont été massacrés par “l’Etat islamique”.

L’objectif de ces crimes innommables est de terroriser les populations et casser les ressorts du pays.

Le PARENA est vivement préoccupé par la multiplication des actions terroristes contre les populations civiles et contre nos forces.

Ces derniers mois, le périmètre de l’insurrection djihadiste s’est étendu, la pression terroriste s’est intensifiée au Nord, au Centre et à l’Ouest du pays:

Plusieurs graves incidents se sont produits ici et là: décapitation du maire adjoint et du directeur d’école de Boni (Douentza), exécution d’une dizaine de forains (Banamba). Les villages- martyrs de Yarou et de Bodio sont les symboles de la violence aveugle que les groupes terroristes ont abattue sur les localités du Plateau: incendies de villages et de greniers, déplacements forcés de populations civiles.....

Tombouctou et d’autres localités de la région sont sous pression du JNIM. Plusieurs autres villages dans les régions de Bandiagara , Mopti et Ségou sont

**Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana,
Tel /Mobile : (+223) 66 98 38 02 /76 19 65 54 E-mail : parenamali@gmail.com - Bamako – Mali**



PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale

Pour une société démocratique et solidaire

sous blocus total ou partiel des groupes terroristes, certains depuis de nombreux mois.

Lassées par cette situation, les communautés ont choisi de négocier et ont conclu des accords locaux, écrits ou verbaux, avec les djihadistes pour avoir un peu de répit, desserrer l'étau terroriste afin de s'approvisionner en produits de première nécessité, labourer les champs et paître les troupeaux;

La détérioration de la situation sécuritaire avait entraîné, à la fin de la dernière année scolaire (juin 2023), la fermeture, notamment dans les régions de Bandiagara, Mopti et Ségou, de 1710 écoles, jetant dans les rues 513.000 enfants pendant que 10.260 enseignants se sont retrouvés en « chômage technique » du fait de la pression terroriste.

Par ailleurs, l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale est dans une grave impasse. Des bruits de bottes se font entendre au Nord.

La MINUSMA, secrétaire des arrangements sécuritaires et du processus de paix, est sur le départ suite à une double décision brusque du Gouvernement et du Conseil de Sécurité. Rien n'est, pour l'instant, prévu, pour assurer la continuité de ces mécanismes.

Face à cette situation, nous devons savoir déterminer les priorités pour le Mali.

Le PARENA invite :

- 1- les Maliennes et les Maliens, notamment les acteurs politiques, culturels, ceux de la société civile, du secteur privé, les chefs religieux et coutumiers, les

Syndicats, les associations de femmes et de jeunes à mettre entre parenthèses les débats subalternes afin de réaliser le rassemblement national

**Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana,
Tel /Mobile : (+223) 66 98 38 02 /76 19 65 54 E-mail : parenamali@gmail.com - Bamako – Mali**



PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale

Pour une société démocratique et solidaire

contre le terrorisme, l'union sacrée autour du Mali, et mettre au point une initiative inter-malienne de dialogue et de paix destinée à tous nos compatriotes qui ont pris les armes, y compris les djihadistes maliens;

2- les autorités de transition à favoriser l'union nationale et réunir dans une démarche inclusive, les forces vives autour d'une feuille de route pour restaurer la stabilité, organiser le retour à la normalité constitutionnelle dans le respect des libertés démocratiques, de l'État de droit et des engagements pris;

3- les mouvements de la coordination de l'Azawad et le CSP-PSD à la retenue en restant ouverts et disponibles pour un dialogue démocratique et constructif en vue d'une résolution durable de la crise du Nord;

4- la Médiation internationale à reprendre urgemment ses initiatives pour renouer le dialogue entre les parties maliennes afin de sauver l'Accord et le processus de paix.

Le Mali peut tanguer mais il ne doit pas couler !

Bamako, le 16 septembre 2023

Pour le Comité Directeur

Le Secrétaire Général

Djiguiba Kéita / PPR

**Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana,
Tel / Mobile : (+223) 66 98 38 02 / 76 19 65 54 E-mail : parenamali@gmail.com - Bamako – Mali**

Chômage des jeunes diplômés forestiers au Mali

Quelles solutions ?



Au Mali, voici une proposition pour finir avec le chômage des jeunes, du secteur forestier.

En effet ! Les forêts maliennes peuvent davantage jouer leur fonction Economique. En voici une stratégie que je partage avec tous les acteurs notamment nos dirigeants politiques, les PTF, les sociétés de gestions forestières, les agents du secteur forestier et tous les jeunes diplômés spécialisés en gestion des ressources forestières.

En principe ! Au Mali, une analyse

des potentialités forestières disponibles autour de nos grandes villes permet de mobiliser tous les agents forestiers qui pensent être au chômage.

Quelle approche, développer ?

Prenons une de nos forêts classées autour de nos grandes villes, dont la superficie peut dépasser 1000 hectares et développons l'approche suivante :

1. La DGEF fait un projet de concession forestière par bloc de 200 ou 400 hectares.

2. Des investisseurs privés intéres-

sés par des contrats de concession s'engageront à valoriser ces blocs de terres forestières pour la production de :

- a) bois de service (3 ans de révolution),
- b) bois d'œuvre (10 à 15 ans de révolution)
- c) bois énergie (2 ans de révolution)
- d) gomme arabique (à partir de 5 ans avec possibilité de valoriser le fourrage aérien, l'engrais vert, et du bois de chauffe) ;
- c) des fruits d'essences naturelles

(à partir de 3 ans) ;

3. Pour la gestion de chaque bloc l'investisseur concevra un plan d'affaires qui prendra en compte (nécessairement) un personnel qualifié dont pour chaque bloc de 200 à 400 hectares :

- 1 ingénieur ou licence en foresterie,
- 4 agents de niveau licence ou TSEF,
- 8 agents de niveau ATEF,
- 20 manœuvres qualifiés
- autres agents d'appui techniques.

4. Selon mes estimations, cette approche permettra de bien sécuriser et valoriser les forêts classées péri-urbaines qui sont en proie à des agressions diversifiées. Ainsi :

- a) plus de 500 000 ha de forêts

pourraient être valorisés et bien restaurés,

- b) entre 15 000 et 30 000 agents forestiers pourraient être mobilisés
- c) d'énormes ressources financières seront mobilisées par les investisseurs qui en tireront également d'importants bénéfices.
- d) les forêts ainsi mises sous contrats contribueront à améliorer significativement les recettes forestières.

5. les investisseurs pourront compter sur diverses sources de financement :

- des banques
- les accompagnements des PTF,
- le fonds climat,

- l'Etat.

Pourquoi attendre ?

Aujourd'hui,

1. le secteur forestier a besoin de contribuer efficacement à l'économie nationale,
2. le nombre de jeunes diplômés forestiers, en chômage, s'accroît de manière inquiétante.
3. les ressources forestières se raréfient et sont de plus en plus éloignées des villes.
4. les investisseurs sont peu attirés par le secteur forestier.

Une contribution de :

Moudibo Coulibaly,

Spécialiste forestier,

Tel. : +223 82 05 11 11.

Email : moudibodoc@gmail.com

Tragédie : Un effondrement fait sept victimes à Banancoroni

Ce samedi 16 septembre 2023, un drame a secoué la cité des gendarmes de Banancoroni près de l'antenne, en périphérie de Bamako. L'effondrement d'un bâtiment en chantier de type r+1 a entraîné la perte d'une vie et a laissé six autres personnes blessées. Cet événement tragique a mobilisé rapidement la direction régionale de la protection civile de Bamako, qui a agi avec efficacité pour venir en aide aux victimes.

En cette journée ensoleillée du samedi 16 septembre 2023, la tranquillité de la Cité des gendarmes de Banancoroni a été brusquement interrompue par un événement tragique. Dans l'après-midi, un bâtiment en chantier de type R+1 s'est effondré, ensevelissant cinq ouvriers qui travaillaient sur le chantier.

Les premiers instants ont été marqués par la confusion et la panique, mais heureusement, une équipe du Centre de secours de Sénou est rapidement intervenue. Le sous-lieutenant sapeur-pompier Seydou Abidine Togo, en service au Centre de secours de Sénou, et son équipe sont arrivés sur les lieux à 13h50mn,

à peine quelques minutes après l'alerte.

Une fois sur place, le sous-lieutenant Togo a immédiatement évalué la situation et a appelé des renforts en raison de la gravité de l'incident. Les opérations de déblayage ont commencé dans l'urgence pour tenter de sauver les travailleurs piégés sous les décombres.

La coordination des secours a été cruciale, avec l'aide des voisins et des autres travailleurs du chantier, ils ont poursuivi leurs efforts inlassablement.

L'opération de sauvetage s'est avérée complexe et délicate, mais grâce

au professionnalisme et à la détermination de l'équipe de secours, la dernière victime a été extraite des décombres à 19h35. Au total, sept personnes ont été impliquées dans cet effondrement, et malheureusement, l'une d'entre elles a perdu la vie sur place.

L'équipe de l'ambulance médicalisée, dirigée par le sous-lieutenant Karamoko Traoré, a pris en charge les blessés, dont une jeune fille qui a fait une crise de panique associée à un trouble de comportement. Les autres victimes ont été transportées à l'Hôpital du Mali pour recevoir les soins appropriés, présentant diverses blessures, notamment des traumatismes crâniens, des sai-

gnements, des égratignures, des douleurs dorsales et thoraciques. Il y a également d'énormes dégâts matériels dont 8 motos de marque Djakarta.

Toutes les opérations de secours ont été coordonnées et supervisées par le Directeur Régional de la Protection Civile de Bamako, le lieutenant-colonel Adama D. Diarra, dont l'expertise a été précieuse dans la gestion de cette situation critique. Il a souligné l'importance

d'une coordination méthodique et bien organisée lors des opérations de sauvetage pour maximiser les chances de sauver d'éventuelles victimes encore en vie.

Cette journée restera gravée dans la mémoire des habitants de Banancoroni, une population qui a fait preuve de solidarité et de courage en ces heures sombres. L'occasion était bonne pour le directeur régional de Bamako de donner des conseils

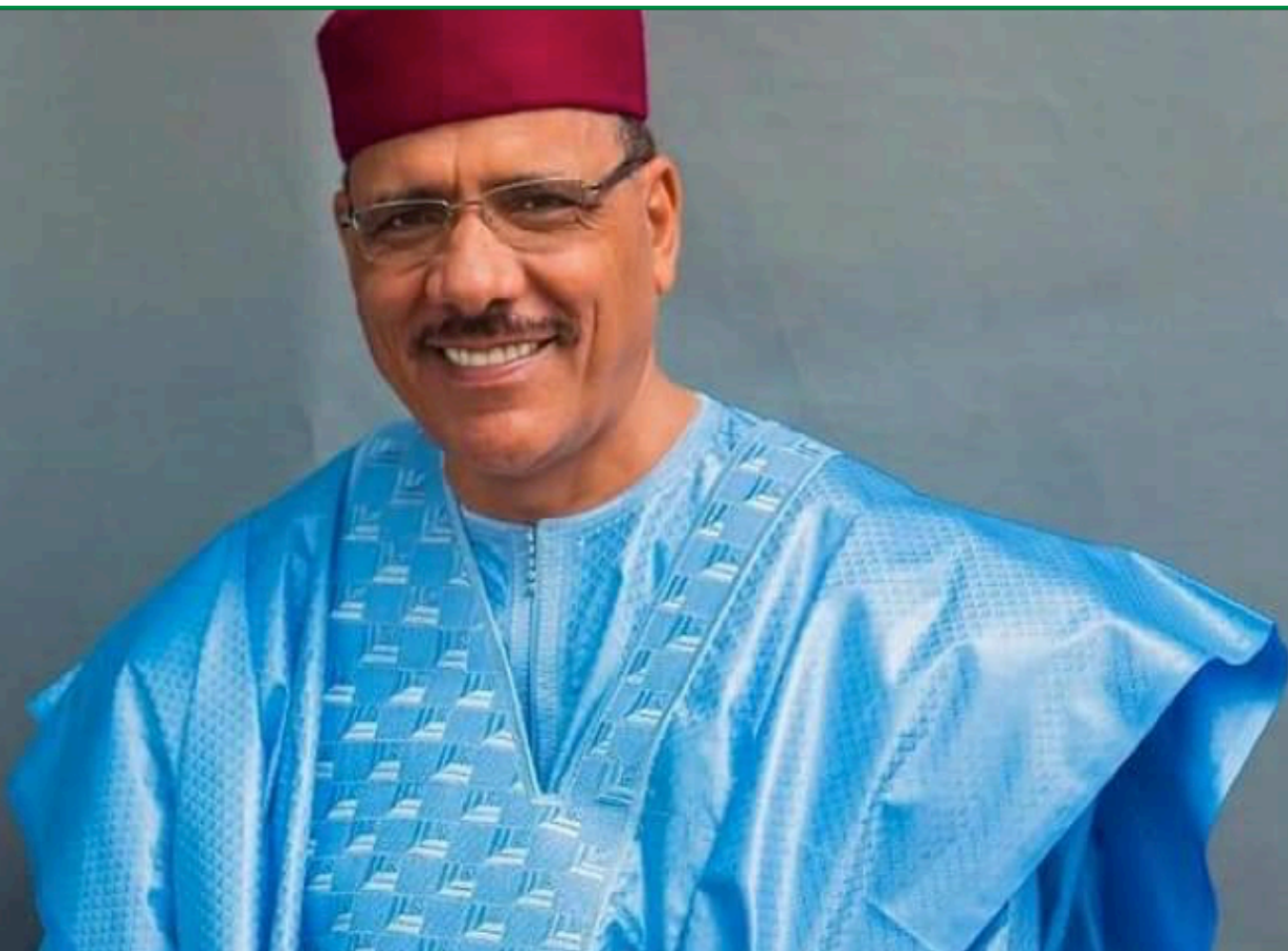
sur la construction sécuritaire des maisons, afin de prévenir de telles tragédies à l'avenir. Il a insisté sur la mise en place des mesures de sécurité appropriées sur les chantiers, telles que des échafaudages sûrs, des équipements de protection individuelle (casques, gilets de sécurité, etc.), et leur utilisation correcte.

DGPC'Com



Niger

Le parti de Bazoum s'oppose à une intervention militaire



Le parti du Président déchu Bazoum Mohamed s'est opposé à une intervention militaire au Niger dans une note publiée le vendredi 15 septembre 2023. Il exhorte ses militants à rester unis pour trouver une solution à la crise.

«Notre pays, le Niger, traverse une période extrêmement difficile et complexe depuis le 26 juillet 2023. Pour y faire face, notre parti, le PNDS-Tarayya, a entrepris plusieurs actions, notamment une déclaration du parti, soutenue par la MRN, le 26 juillet dans l'après-midi, pour dénoncer la prise en otage du Président de la République Mohamed

Bazoum, demander sa libération et son rétablissement dans ses fonctions», déplore le PNDS-Tarayya.

À cela s'ajoute «une manifestation spontanée dans l'après-midi du 26 juillet en direction de la Présidence, au cours de laquelle plusieurs personnes ont été blessées par balles, une déclaration de l'OFT le 27 au siège du parti, lors de laquelle le siège a été attaqué et incendié, de nombreux camarades ont été blessés, plus de 45 véhicules ont été vandalisés et incendiés, ainsi que des marches, des réunions et d'autres actions», poursuit la note du parti.

Selon le parti socialiste, «ces actions ont entraîné de nombreuses arrestations de responsables du parti et de militants de base dans tout le pays».

«Le Présidium a entrepris des démarches auprès des partis politiques de la majorité pour coordonner les actions, mais les résultats sont mitigés avec la suspension des activités des partis politiques et la mise en place d'une répression multiforme», dénonce-t-il.

«Sur le plan international, la communauté internationale, avec à sa tête la CEDEAO et l'UEMOA, a

pris des mesures énergiques pour mettre fin à la tentative de coup d'État et rétablir le Président Bazoum dans ses fonctions, y compris une menace d'intervention militaire», rappelle le PNDS-TARAYYA.

Ainsi, souligne-t-il, «cette dernière mesure a servi de prétexte et d'argument pour organiser un vaste mouvement national, notamment à Niamey, ainsi qu'une grande mobilisation dans les pays de la CEDEAO, en particulier au Nigeria, présentée comme une guerre que le Nigeria mènera contre le Niger».

À cet égard, «toutes les organisations religieuses et politiques du nord du Nigeria sont sollicitées. À l'intérieur du pays, tous les partis politiques se sont distanciés et notre parti est apparu comme le seul à le soutenir, ce qui nous a marginalisés», affirme-t-il. «Après plus d'un mois d'attente, des voix s'élèvent également au sein du Parti pour demander une distance vis-à-vis du soutien à une intervention armée. En effet, non seulement le mouvement contre l'intervention armée semble être récupéré par

certains partis de l'opposition qui souhaitent en découdre définitivement avec notre Parti, mais les conséquences de cette intervention pourraient être incalculables pour les otages, la population et notre pays, et pourraient s'étendre dans le temps», souligne le parti du Président Bazoum.

Face à cette situation, «il est apparu nécessaire au Présidium d'engager des discussions sur cette question, ce qui a été fait le 2 septembre et s'est poursuivi le 14 septembre. Une nette majorité s'est exprimée contre une intervention armée», rapporte-t-il, tout en réaffirmant «les objectifs initialement définis, tout en mettant désormais l'accent sur l'importance de renforcer le Parti et de le distancer de toute intervention militaire dans le cadre de la recherche de solutions pour sortir de la crise».

Ainsi, la libération du Président Bazoum et de sa famille, qui sont séquestrés depuis le 26 juillet, ainsi que celle de tous les camarades arrêtés sur l'ensemble du territoire national, dont le Président du Co-

mité Exécutif National, Foumakoye Gado, demeurent l'une des plus grandes préoccupations du parti.

De plus, le parti appelle au «rétablissement du Président de la République dans ses fonctions et au rétablissement de l'ordre constitutionnel par tous les moyens non militaires, ainsi qu'au renforcement de l'unité et de la discipline du Parti».

«Le Présidium du CEN demande donc aux camarades de se concentrer sur ces objectifs, de mettre fin à tous les débats inutiles qui affaiblissent et divisent le Parti, et diminuent sa capacité à conclure des accords et des alliances avec les partenaires», indique la note du parti socialiste, qui envisage de prendre «toutes les initiatives qu'il demande aux camarades de soutenir, afin de permettre à notre Parti de sortir renforcé et aguerri de cette nouvelle épreuve que notre pays et notre parti traversent».

Binadjan Dumbia

Retournement de situation : Prigojine, le chef du groupe Wagner serait-il vivant ?

Evgueni Prigojine, le chef du groupe Wagner, est décédé le 23 août 2023, à l'âge de 62 ans, dans un tragique accident d'avion près de Moscou. Du moins, c'est ce qu'ils veulent vous faire croire... Mais qui sont-ils exactement ? Eh bien, eux ! Selon une source, Prigojine serait vivant.

Le Daily Mail rapporte la thèse de l'analyste politique russe Valery Solovey, qui affirme qu'Evgueni Pri-

gojine est en vie, en bonne santé et installé sur l'île paradisiaque de Margarita, dans les Caraïbes.

Les sosies de Poutine

De plus, le même analyste affirme que Vladimir Poutine est en phase terminale et que les apparitions publiques du président russe sont couvertes par des doublures.

Mais en revenant à Evgueni Prigo-

jine, le Daily Mail cite également des informations provenant des services de renseignement militaire ukrainiens qui confirment qu'il est toujours en vie et qu'il mène une vie meilleure qu'auparavant, échangeant missiles et fusils contre cocktails et plages.

Selon cette théorie du complot, quelqu'un aurait averti Evgueni Prigojine que son avion allait être détruit et il aurait choisi de prendre un

autre itinéraire. «Oui, il a été prévenu», affirme l'analyste politique.

Si tel était le cas, l'informateur suggère qu'Evgueni Prigojine disposerait d'une armée de 5 000 mercenaires prêts et armés pour exécuter ses ordres.

Pour garantir cette coopération, Valery Solovey affirme qu'Evgueni Prigojine ne disposerait que d'un septième de sa fortune, tandis que les proches de Vladimir Poutine

contrôleraient le reste.

Mais ce qui est vraiment intéressant dans tout cela, c'est qu'Evgueni Prigojine, le chef du groupe Wagner, aurait échangé une présence dangereuse en Ukraine contre des vacances tranquilles et indéfinies dans une station balnéaire au Venezuela. Il est même possible qu'il ait comme compagnon et ami, dans sa retraite secrète et dorée, et dans la même station balnéaire... Elvis Presley!

Le roi du rock aurait eu 88 ans, et cela ferait 46 ans qu'il aurait simulé sa mort pour vivre sa meilleure vie. Il ne fait aucun doute que tous deux auraient mille histoires à raconter pour rendre cette retraite anticipée plus agréable ! Mais ces deux théories sont difficiles à croire, alors laissons-les pour ce qu'elles sont, deux fables contemporaines.

Binadjan Dombia



CAF-SUPER COUPE: Aliou Dieng vise le trophée

Détenteur du trophée de la ligue des champions, Al Ahly affronte l'USM Alger ce vendredi pour le trophée de la super coupe (18 h GMT). Le club d'Aliou Dieng tentera de rééditer son exploit de 2021 lorsqu'il gagnait ce trophée des champions.

Alors qu'elle devait donner le coup d'envoi de la nouvelle saison de la Caf, la Super Coupe de la Caf intervient après le démarrage du nouvel exercice. Un fait pas nouveau mais récent à la suite de la délocalisation du match sur d'autre continent autre que l'Afrique.

Pour l'édition de cette année, la Caf a choisi l'Arabie saoudite notamment la ville de Taif. "L'affiche rend hommage à la calligraphie arabe, ponctuée par des illustrations de la chaîne des montagnes du Taif, la ville hôte de la compétition", a expliqué la Caf.

Vainqueur de la Ligue des Champions, Al Ahly croisera le fer avec l'USM Alger, vainqueur de la Coupe de la Confédération. La rencontre est prévue pour 18 h GMT. Vainqueur du trophée en 2021, le club égyptien du Malien Aliou Dieng revient à la charge pour le trophée des champions après son sacre en décembre

2021 dans cette finale qui se joue en aller simple.

Cadre de son club, l'ancien joueur du Djoliba n'a pas rallié la Côte d'Ivoire avec les Aigles pour le match amical du mardi 12 septembre passé après l'éclatante victoire sur le Soudan du Sud (4-0) pour le compte de la dernière journée éliminatoire de la Can-2023. En cause, le milieu de terrain a été rappelé par son club pour la finale de ce vendredi. Une sollicitation d'urgence qui témoigne de l'importance du Malien au sein du club champion d'Afrique qui s'est attaché ses services depuis 2019.

A. Cissouma
Mali Tribune





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous avez les clés de votre situation professionnelle. Si vous souhaitez vous donner, vous savez que les efforts seront récompensés. Foncez et ne reculez devant rien, vous obtiendrez ce que vous voudrez. Cependant, si vous souhaitez garder votre rythme de croisière, faites-le savoir à votre entourage professionnel. Tout est une question de choix, et c'est tellement rare de l'avoir. Vous avez le pouvoir, choisissez selon vos envies !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Le travail, c'est la santé. Vous n'en avez pas la certitude... L'envie de tout plaquer vous guette, mais ce n'est pas le moment. Laissez la poussière retomber. C'est peut-être une bonne journée pour demander des jours de congé. Prendre l'air vous fera le plus grand bien. Évadez-vous de votre bureau, et consacrez-vous à des activités qui vous enrichissent. Cela vous permettra de vous remettre sur pied et de rendre au travail sa juste place.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'administratif occupera une grande part de votre journée. Vous avez laissé les situations traîner, et vous devrez engager la relance pour obtenir vos droits. Concentrez-vous, car les tâches vont vous sembler répétitives, voire ennuyeuses, mais tout rentrera dans l'ordre rapidement. Il vous faudra impérativement réfléchir à une réorganisation de votre vie quotidienne pour éviter à l'avenir ce genre de désagréments.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Probable situation d'urgence inattendue dans le domaine du travail. Ne la laissez pas vous déstabiliser et voyez cet imprévu comme une occasion de tester votre capacité à rebondir. Ce qui apparaît de prime abord comme une difficulté peut finalement être un challenge à relever. Vous disposez de tous les acquis et ressources nécessaires, alors n'ayez crainte. Votre gestion de la situation montrera que vous êtes un élément indispensable.



Lion (22 juillet - 23 août)

Journée favorable pour l'accomplissement de travaux longs ou difficiles. Si vous étiez sur une affaire, un projet ou un partenariat depuis plusieurs mois, il devrait bientôt se finaliser. Vous devriez bientôt récolter le fruit de vos efforts et de votre investissement sans faille. Profitez de cette période d'achèvement pour prendre un peu de repos, ça vous aidera à recharger les batteries pour partir sur de nouveaux travaux.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous avez besoin de comprendre le fonctionnement de chaque chose avant de vous lancer dans une nouvelle tâche. Cette obsession pour le détail vous permet de savoir exactement où vous mettez les pieds, mais peut parfois virer à l'obsession. Attention à vous nuancer, car votre entourage professionnel n'apprécie pas toujours ce qu'il interprète comme de la méfiance. Lâchez un peu de leste, vous y gagnerez en énergie et en temps.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Les influx conseillent aux natifs de rester souples et ouverts à d'autres visions professionnelles. Le temps est venu de reconnaître que parfois, vous avez des œillères. Vous pourriez vous en apercevoir lors d'une réunion. Ce sont les propositions des autres qui vont vous aider à faire avancer votre projet sur la bonne voie. Leurs considérations sont porteuses d'une nouvelle énergie très positive. Vous n'avez plus qu'à vous en saisir pour évoluer.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous faites du bon travail, et on vous promet un avancement qui tarde à arriver ? Ne ruminez pas avec vos collègues, ou pire, avec vos supérieurs, pour éviter de les froisser. Ce ne sont peut-être pas les seuls décideurs. Continuez de faire aussi bien qu'à votre habitude : cela finira par se décanter, et la promotion arrivera d'ici peu. Vous êtes bien placé, il serait dommage de tout gâcher pour une question de timing.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Possible choix à faire pour votre avenir professionnel. Si on vous propose une mutation, un nouveau poste ou tout autre changement, le ciel vous recommande de ne pas prendre de décision trop hâtive. Prenez le temps de réfléchir, distinguez le bon du mauvais. Décider trop vite pourrait vous conduire plus tard à avoir des regrets. Prenez en compte tous les éléments et laissez-vous quelques jours de réflexion. Vous devriez alors faire le bon choix.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

C'est la journée du compromis aujourd'hui au travail ! Et vous devrez faire avec, même si cela ne vous convient pas. Vous devrez ruser et agir dans la nuance pour que votre travail et vos idées pertinentes soient reconnus. Acceptez, et cela ira mieux demain ! Vous avez envie de trouver un nouvel emploi ? Là encore, vous devrez mettre votre esprit astucieux au premier plan dans vos recherches, mais cela payera bientôt !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous avez envie de vous reconvertir, mais la peur vous paralyse. Vous tournez et retournez cette idée dans votre esprit sans parvenir à vous décider. Les astres vous invitent à vous lancer et vous aurez un déclic très prochainement. Les débuts ne seront pas faciles, il va vous falloir beaucoup d'énergie et de persévérance, mais vos efforts seront récompensés. Vous tirerez de cette aventure une très légitime fierté.



Poisson (19 février - 21 mars)

Aujourd'hui, le maître de la to-do-list, c'est vous. Votre sens de l'organisation en fait rêver plus d'un, à tel point qu'on vient vous demander conseil toutes les cinq minutes. Cela ne vous empêche pas de tout gérer de front. Néanmoins, prenez garde au surmenage. Tout le monde comprendrait que vous preniez du temps pour vous. Pourquoi ne le faites-vous pas ? N'ayez pas peur de montrer vos faiblesses.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Les travaux débütent aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23